

TRANSPORTS

GIP : la mobilité électrique, ça vous branche ?

Le Syndicat départemental Énergie et déchets sollicite le GIP afin d'implanter des bornes de recharge pour véhicules électriques en Haute-Marne.

Une cinquantaine de personnes ont assisté hier matin salle Niederberger à Chaumont aux travaux de l'assemblée générale du GIP Haute-Marne. Jean-Marc Fèvre, président du Syndicat départemental Énergie et déchets (Sded 52), a présenté un des deux dossiers du jour : le volet Sded du projet de mobilité électrique. Car le Sded sollicite le GIP afin qu'il l'aide, tout comme la Région Grand Est, par exemple, dans le déploiement de ses bornes de recharge.



Le Sded envisage d'implanter 30 bornes de recharge accélérées en 2020.

Le Sded envisage d'implanter 30 bornes publiques en 2020, en complément de ce qui existe déjà ou de ce qui sera

installé par d'autres acteurs, publics ou privés. Pour le Sded, il s'agira de bornes de recharge accélérées. Il faut

20 à 30 minutes de recharge pour donner au véhicule une cinquantaine de kilomètres d'autonomie. Pour l'utilisa-

teur, il en coûterait environ 1 € pour vingt minutes de branchement.

Dans cette configuration, un déplacement de 100 km coûterait 3 € en énergie (il faut compter environ 10 € pour un moteur thermique). Le coût total du projet est évalué à 261 000 € HT. Le coût résiduel d'une installation, après attribution probable des subventions, serait partagé à égalité entre le Sded et la commune. Il a été rappelé que la mobilité électrique est plutôt bien adaptée au milieu rural, notamment parce que chacun peut plus facilement garer son véhicule à proximité et donc d'une prise de courant.

FAITS DIVERS

Une voiture brise une vitrine à Chaumont



Hier, en début d'après-midi à Chaumont, un automobiliste a perdu le contrôle de son véhicule au niveau du pont de Langres. Il circulait en direction de la rue André-Blondel. Le véhicule s'est encastré dans une vitrine. Il s'agit de l'ancien emplacement de l'agence immobilière Laforêt, inoccupé depuis. Visiblement, le conducteur n'a pas été blessé, les pompiers n'ont pas eu besoin d'intervenir.

L. S.

SOCIAL

Défense des retraites : l'appel du PCF

Deux rassemblements syndicaux sont organisés aujourd'hui à 17 h, place de la Concorde à Chaumont et place Aristide-Briand à Saint-Dizier. La fédération du Parti communiste français apporte son soutien à cet appel.

Elle dénonce, dans un communiqué, « la politique gouvernementale qui remet en cause 73 ans de acquis sociaux issus du conseil national de la Résistance et mis en œuvre par le ministre communiste Ambroise Croizat en 1946. Pourtant ces avancées sociales sans précédent avaient été créées dans une France en ruine. Au lieu de remettre en cause un système solidaire qui a fait ses preuves, il suffit d'ar-

rêter les cadeaux fait au monde du capital :

- Suppression du Cice qui coûte des dizaines de milliards aux finances publiques sans créer de l'emploi.

- Arrêter les allègements des charges sociales des entreprises qui font partie de la part salariale au prétexte de rendre compétitives les entreprises.

- Taxer les dividendes servis aux actionnaires à la même hauteur que les salaires.

Oui la retraite à 60 ans est possible avec un minimum de 1 500 €. Il faut le 24 septembre, exiger le maintien du système par répartition et son amélioration pour TOUS, retraités, salariés du privé et de la fonction publique ».

FINANCES PUBLIQUES

A Saint-Dizier, les agents poursuivent le combat



La mine des agents des Finances publiques était déconfitée, hier. En cause, le projet de réorganisation des services.

« Même plus l'impôt sur les os », « Finances publiques sapées comme jamais ». Les grandes vacances n'ont pas vraiment eu raison de la colère des agents des Finances publiques bragards. Hier, ces derniers se sont une nouvelle fois rassemblés, à 11 h 30, devant l'hôtel des impôts pour montrer leur mécontentement. Leur courroux vise le projet de réorganisation des services porté par Gérald Darmanin, le ministre de l'Action et des Comptes publics qui fait de la proximité son cheval de bataille.

« Un leurre, une supercherie » Or « c'est un leurre, une supercherie, une mascarade », assurent Rachel Sugneau, secrétaire départementale FO finances, et Isabelle Berard, de Solidaires Finances publiques Haute-Marne. Entourées de 25 agents, elles expliquent leur inquiétude : « De nombreuses trésoreries vont fermer d'ici à quelques mois, comme celle de Wassy par exemple. Et certains bureaux d'accueil devraient également fermer leurs portes. »

L'ensemble des personnes présentes demande l'abandon pur et simple de ce projet. Au-delà de leur propre avenir professionnel, c'est bien la mort d'un service public gratuit de proximité et de qualité que craignent les fonctionnaires. « D'ici à 2020, c'est une plateforme téléphonique qui répondra aux doléances, les missions seront de plus en plus privatisées, et rien ne sera fait pour simplifier la vie des citoyens », pestent les deux syndicalistes. Ainsi, les personnes ne seront plus accompagnées physiquement par les agents, les paiements se feront à distance, tout comme les réclamations. « Bref, c'est le début d'une administration low cost qui met à mal l'égalité des citoyens », renchérisse les deux représentantes des agents des Finances publiques. Peu avant midi, les manifestants attendaient des élus bragards qu'ils avaient invités au pique-nique malgré la météo maussade.

J. R.

Allo 18